

Arrêté n° 524/2025/DREAL/UD88 du

26 MAI 2025

**mettant en demeure l'exploitant H2Air GT, de rendre effectif le système de détection –  
effarouchement - bridage sur le parc éolien des Lunaires situé sur la commune de Gruey-lès-  
Surance**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 82/2021/ENV du 15 octobre 2021, portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, notamment son article 8.2.4 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 02 avril 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 02 avril 2025 ;
- Considérant que le parc éolien des Lunaires a été mis en service le 1<sup>er</sup> décembre 2023 ;
- Considérant que le dispositif expérimental de "détection – effarouchement – bridage" aurait dû être en état de fonctionner dès la mise en service du parc éolien précité, afin d'être testé au cours de sa première année de fonctionnement ;
- Considérant que l'exploitant H2Air GT n'a pas émis d'observation à l'égard du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 02 avril 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

**Article 1** – L'exploitant H2Air GT dont le siège social est situé 29 Rue des Trois Cailloux 80000 Amiens, est mis en demeure de respecter, pour le parc éolien des Lunaires qu'il exploite sur la commune de Gruey-lès-Surance, les dispositions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 82/2021/ENV du 15 octobre 2021 précité.

Pour ce faire, l'exploitant H2Air GT doit rendre effectif le dispositif expérimental de "détection – effarouchement – bridage" sous deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2** - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'article 1 du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant H2Air GT, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée à la mairie de Gruey-lès-Surance.

Fait à Épinal, le 26 MAI 2025

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.